

"Le Maroc n'accepte plus la position espagnole sur le Sahara occidental"

Responsable du département géopolitique et sécurité globale au Cidob, le plus ancien centre de relations internationales d'Espagne, Eduard Soler en est le référent Mena. Dans un entretien exclusif accordé à econostrum.info en marge de son intervention auprès des membres de l'association Euromed-IHEDN, il décortique le "je t'aime, moi non plus" entre l'Espagne et le Maroc.



Eduard Soler analyse finement les relations entre l'Espagne et le Maroc (photo : Cidob)

econostrum.info : Comment expliquez-vous l'importance donnée à la politique méditerranéenne par les pouvoirs successifs en Espagne ?

Eduard Soler : Par la proximité d'abord, mais aussi par son identité. L'Espagne se

trouve à la fois en Europe et en Afrique. A vol d'oiseau, Barcelone est aussi proche d'Alger que de Madrid (500 km). Les priorités de ce pays en matière de politique extérieure sont triples : l'Europe, la Méditerranée et l'Amérique latine. Ce postulat ne change pas beaucoup, quel que soit le gouvernement. Nous avons une relation spéciale avec le Maroc. Spéciale veut dire que ça peut aller très bien ou très mal !

La relation particulière entre l'Espagne et le Maroc s'explique-t-elle davantage par la proximité géographique (18 km vous séparent) ou par le fait qu'il s'agisse d'une ancienne colonie ?

E.S. : Quand nous pensons à la Méditerranée non européenne, il est clair que le Maroc est le pays méditerranéen le plus important pour l'Espagne. Nous sommes passés d'une politique arabe sous le franquisme à une politique méditerranéenne avec la démocratie. Plus qu'un sujet de politique étrangère, ce rapport s'inscrit davantage dans notre proximité immédiate, notre histoire et nos frontières partagées. Beaucoup d'Espagnols vivent au Maroc, 800 entreprises espagnoles y sont installés. La taille de notre ambassade à Rabat est comparable à celles de Bruxelles et de Washington.

Tout comme nous pouvons parler d'une diplomatie des Rois, il existe ce que nous appelons un matelas d'intérêts avec le Maroc. Il n'est pas possible d'éviter les crises, mais nous savons en amortir les effets au nom de nos intérêts réciproques.

"Les problèmes avec le Maroc ne sont pas qu'espagnols, mais européens"

Quelles sont les relations actuelles entre les deux pays ?

E.S. : Nous vivons la crise la plus significative, et peut-être la plus dangereuse, depuis 2002 et l'incident de l'Îlot Persil*. Notre relation est forte, stratégique, intense, et aussi tendue de temps en temps. Comme aujourd'hui avec l'hospitalisation de Brahim Ghali, chef du Polisario, en Espagne et l'afflux soudain de migrants à Ceuta. Nous sommes le seul pays d'Europe occidentale à devoir gérer des problèmes de frontières avec un pays du Sud de la Méditerranée. Ces problèmes avec le Maroc ne sont pas qu'espagnols, mais européens.

Ces deux faits ne sont pas la cause de la crise actuelle, mais un théâtre choisi pour la faire émerger, car elle couve depuis trois ans. Le nationalisme marocain est instrumentalisé autour des conflits avec l'Espagne. Ce qui change, ce sont les attentes du Maroc à cause des exigences des Etats-Unis pour la reconnaissance d'Israël. Donc le Maroc fait pression sur d'autres Etats.

De façon générale, les points chauds se situent à [Ceuta et Melilla](#) et au [Sahara occidental](#). Le Maroc juge le gouvernement espagnol trop proche des Sahraouis.

L'Espagne ne peut cependant pas reconnaître la souveraineté du Maroc sur le Sahara occidental sans négociation avec le Polisario. Comme elle ne peut pas sortir de la position onusienne sur la question. Et le Maroc ne l'accepte plus. L'Espagne n'a pas les mains libres pour changer la donne.

Le Sommet gouvernemental de haut niveau entre les deux pays a été reporté à plusieurs reprises et n'a pas eu lieu depuis 2015. Les relations économiques continuent à être très étroites, mais pas normalisées entre les deux gouvernements.

"L'Espagne a intérêt à ce que l'Algérie et le Maroc s'entendent"

Quel pourrait être le rôle de l'Espagne pour rapprocher l'Algérie et le Maroc ?

E.S. : L'Espagne n'a pas les moyens, ni les capacités de changer les politiques de ces deux pays. La France non plus d'ailleurs. Et il sera très difficile pour les Etats-Unis, la Chine ou la Russie de le faire. Madrid peut essayer, en s'associant à d'autres, de créer les conditions favorables et faire mieux entendre les voix portant les messages pour un retour à une normalisation des relations.

L'Union européenne devrait insister sur tous les gains qu'elle offrirait. Les diasporas maghrébines, en France notamment, peuvent aussi aider à un rapprochement. Tout ceci n'est pas pour aujourd'hui, mais c'est le moment de le préparer.

L'Espagne a intérêt à ce que l'Algérie et le Maroc s'entendent. Ce sont nos voisins. Si un problème survient entre les deux ou si leur relation s'améliore, nous en subissons les conséquences ou nous en tirons les bénéfices.

* Situé à huit kilomètres à l'ouest de l'enclave espagnole au Maroc de Ceuta, l'Îlot Persil (ou Îlot Leïla) est un territoire contesté entre le Maroc et l'Espagne. En juillet 2002, six membres des forces auxiliaires marocaines armés établissent un poste de contrôle sur cet îlot pour mieux lutter contre le trafic de drogue et l'immigration clandestine. L'Espagne considère cette implantation comme une invasion d'un territoire espagnol et lance une opération militaire pour chasser les militaires marocains.

Propos recueillis par Frédéric Dubessy
Mardi 15 juin 2021